DOMINIQUE MAGNANT

ECOLE POLYTECHNIQUE ARCHIVES
Art. VII § 3
Sect. a
N°
1939-45

LA BATAILLE D'ALES

AOUT 1944

X RESISTANCE
5, RUE DU HAMEAU
92190 MEUDON

119852

INTRODUCTION

Témoigner avant de disparaître est sans doute un devoir lorsqu'on approche de la fin de sa vie et qu'on s'est trouvé participer à des événements exceptionnels, appartenant à l'histoire.

Le témoignage n'est pas l'histoire. Il est le récit personnel de ce qu'on a fait ou vu, avec les lacunes d'information, les erreurs, les interprétations partiales. Il doit seulement être exempt de mensonges.
L'histoire est construite par les historiens, par la confrontation des témoignages, documents et vestiges. Elle doit être impersonnelle, impartiale, exempte d'erreurs.

L'histoire de la libération du Gard en août 1944 ne l'a pas été. Elle est pleine d'erreurs, de lacunes et de mensonges.
Cette histoire, sur laquelle il a été écrit une grande abondance de témoignages et d'études, a subi, d'une part des falsifications de glorification personnelle, d'autre part une entreprise globale d'accaparement et de désinformation au service d'une cause politique.

Cinquante ans sont passés depuis ces événements. La plupart des témoins sont morts, les survivants ont oublié. Aucun, sans doute, n'écrira plus un nouveau témoignage. Un très petit nombre est encore en état de faire une confrontation critique de ses souvenirs avec ceux d'autres témoins.
Ainsi personne ne pourra plus contester l'histoire devenue "officielle", devenue credo et base de la vie politique régionale.
L'entreprise de désinformation aura définitivement atteint son objectif.

Ayant été le chef militaire de la bataille d'Alès, quoique n'ayant été qu'utilisé comme machine de guerre, je crois de mon devoir d'apporter mon témoignage, même tardif.

Mais ces cinquante ans de silence sont passés sur ma mémoire comme sur le reste. Les souvenirs se sont estompés, et les documents ont disparu.
La perte la plus grave a été celle de mon dossier relatif à ces événements, prêté en 1955 à l'historien Robert Aron et qu'il ne me rendit jamais.
Ce dossier contenait tous mes documents de la période de la bataille, à l'état de manuscrits sans copies. Il n'y avait pas de bureaux au maquis, et la loi du silence interdisait d'écrire.

Les archives de Robert Aron, conservées à l'université de Nanterre, ne contiennent plus ce dossier. Il faut se contenter de souvenirs, que j'ai contrôlés avec mes camarades de combat survivants : Henri Téhiou, Gabriel Péchin, Yves Magnant, Pierre Jouven, Jean Bastide, André Bruguerolle, Miguel Arcas, Jean Verseils, et avec leurs mémoires non publiés.

Le présent texte n'est donc pas une histoire de la libération, que plusieurs auteurs ont écrite : L. Paul, A. Vielzeuf, R. Bourderon, R. Aron, J.A. Bailly,..., mais un simple récit, personnel et tardif.

GENESE

Ce n'est pas le hasard qui nous a introduits, mon épouse Denise et moi, à participer aux combats de la libération de 1944.
En 1932, étudiant à Cologne, j'assistai en Allemagne à la campagne électorale d'Hitler, dont l'hystérie de haine me convainquit, dés ce moment, de l'imminence d'une nouvelle guerre. J'étais dès ce jour mobilisé contre Hitler et le suis resté jusqu'à sa fin.

La même année 1932, je rencontrai Marc Sangnier qui m'engagea, pour le reste de ma vie, dans son combat pour la paix, la liberté et la fraternité des hommes et des peuples, contre toutes oppressions et agressions.
Denise, le fut aussi. Notre vie depuis ce temps a le sens de ce combat, contre toute doctrine d'orgueil et de haine. C'est cette vocation qui éclaira, en 1934-36, mon temps d'élève de l'Ecole Polytechnique, et celui de Denise, d'élève de l'Ecole normale supérieure en 1932-35.

En 1937-1939, étudiant à Zurich, j'eus comme camarades des juifs réfugiés d'Allemagne et d'Autriche, et vécus déjà dans la guerre avec eux.

Je fis la campagne 1939-40 comme lieutenant ; dans la honte de la lâcheté du peuple français, et de la veulerie de ses cadres. Dans la déroute, le 15 juin 1940, blessé et fait prisonnier, je fus condamné à mort et fusillé. Ce fut mon baptême de la résistance armée. Je ne dus de survivre qu'à la maladresse de mon exécuteur.
Refusant la suite de la captivité, je m'évadai le 2 juillet 1940, gagnant 5 ans de vie.
Avec les amis de Marc Sangnier, je créai l'organisation des auberges de la jeunesse dans la zone sud, dont je fus président de 1940 à 1942.. Celle-ci servit beaucoup à abriter les premiers groupes clandestins de la résistance, juifs cachés et réfractaires.
Mon rôle s'y termina en août 1942, à la prise de pouvoir de Laval à Vichy, lorsque je reçus du ministre de l'éducation Abel Bonnard et de ses séides l'injonction d'exclure les juifs des auberges de la jeunesse. Refusant cet ordre et cassant mon oeuvre, je repris mon métier d'ingénieur. J'arrivai ainsi à la fin de septembre 1943 à l'usine de la compagnie Péchiney de Salindres, près d'Alès, avec Denise et trois petits enfants, bientôt suivis d'un quatrième.
Une semaine plus tard, Denise devait en repartir, pour rejoindre son poste de professeur de lycée à Paris.

Telle fut notre installation sur le champ de bataille. Elle n'était pas confortable, mais, nous étions moralement prêts à prendre notre place au combat.

Nous ne connaissions pas Salindres ni Alès, ni personne dans le Gard. Nous y sommes restés, un an, et n'y sommes jamais retournés.
Notre action dans la Résistance y a été purement militaire et a duré moins d'un an. J'y ai apporté l'expérience de plusieurs années de formation militaire et de combat, dans un milieu qui manquait de cadres.

Nous n'avons participé en rien à l'activité politique consécutive à la libération. La trace de notre passage y a été vite effacée au profit d'autres héros plus locaux, et nous n'avons rien fait pour l'entretenir.
C'est ainsi que nous avons disparu de l'histoire de la libération du Gard.

SALINDRES 1943

Les combats importants dont le département du Gard fut le théâtre furent plus précoces dans les régions de l'ouest et du nord d'Alès que dans celles de l'est et du sud en raison de la différence de configuration du terrain : il était plus facile de rassembler et d'organiser des réfractaires, dans les montagnes des Cévennes que dans les plaines d'Alès au Rhône.
Cependant, avec quelques mois de décalage, cette région a connu aussi une activité de résistance intense jusqu'à ce que tout conflue, en août 1944, dans la bataille de libération.
Dans cette région se trouve Salindres dont le rôle dans la bataille fut important, bien que tardif.
Salindres est une cité industrielle à 10 km au nord d'Alès, entièrement liée à la grande et très ancienne usine d'alumine Péchiney.
Si Salindres n'était pas géographiquement favorable à la résistance, celle-ci y fut, en revanche, fortement favorisée par la présence de l'usine.
L'usine lui fournit (malgré le peu d'enthousiasme de sa direction locale, mais avec l'accord de sa direction générale) une aide logistique en nourriture, en carburants, en explosifs, en refuge dans la cité, une masse de personnel acquis à sa cause, et surtout la participation de ses cadres, ingénieurs et techniciens, pour la plupart officiers ou sous-officiers de réserve, habitués à la discipline et au "travail bien fait". Le maquis issu de Salindres ne fut, ni un maquis communiste, ni un maquis de désordre et de bavardage. Si bien qu'après un début modeste à la fin de 1943, Salindres fournit, lors de la bataille de libération, deux compagnies CFL encadrées, instruites et équipées. Dans ce maquis était sensible une certaine influence religieuse, principalement protestante, et le sentiment de nombre de ses

hommes de vivre la suite de l'épopée des Camisards. Ce sentiment influa sur l'attitude favorable de la population à l'égard de la résistance.
L'assistance usine-maquis fut réciproque, quoique silencieuse.
Lorsque les FTP de la Grand'Combe envahirent Salindres sans consultation avec nous pour détruire l'usine et emporter le stock de carburants, ils en furent aussitôt chassés par une descente du maquis de Panissières.
C'est dans cette atmosphère ambiguë que se forma, par des initiatives individuelles, le premier noyau du "Groupement de résistance de Salindres".
L'initiateur en fût, au début de 1943, Charles Portallier, instituteur à Alès. Dès cette époque il recruta Louis Paul, Marcadet, Gabriel Péchin, Hugues Zerbini, Odette Simon, agents de maîtrise à l'usine, Henri Tréhiou, Jacques Mercier et Jacques Dürrleman, ingénieurs.
Il fit en avril 1943 une première réunion pour expliquer l'intérêt de constituer un groupe local de résistance, pour agir contre les Allemands et la police de Vichy, et aussi pour prévenir une éventuelle mainmise des communistes sur l'usine lors de la libération prochaine. J'adhérai moi-même à ce groupe dès mon arrivée à Salindres, en octobre 1943 et j'y reçus le pseudonyme de Bombyx. Portallier mourut bientôt et fut remplacé, comme chef du groupe, par Louis Paul. Le groupe s'affilia à l'Armée secrète à la fin de 1943. Il comptait 10 membres en juillet et 30 à la fin de l'année

Ce groupe ne possédait pas d'armes. Ses premières actions furent surtout d'information et de pression : diffusion de tracts pour contrer la propagande allemande par les informations de la France libre, affichages pour dénoncer les mensonges allemands et Vichyssois, manifestation publique au monument aux morts le 11 novembre, pression sur les prix de marché noir, accueil et protection des Juifs en fuite et des réfractaires au Service du travail obligatoire (STO), sabotage de la production d'alumine de l'usine.
Le soutien de l'opinion publique était acquis sans peine, non seulement par nos actions d'information et de répression du marché noir, mais surtout grâce à l'action des polices allemandes (Gestapo, Waffen SS) et Vichyssoise (Milice), abondamment installées à Nîmes et à Alès, et dont l'acharnement, la cruauté bestiale, le sadisme dans les assassinats et les tortures, expliquent la haine de la population, son besoin immense de liberté, et les excès de vengeance qui ont été commis à la libération.

SALINDRES 1944

Le début de 1944 voit la transformation rapide de ce mouvement, généreux mais un peu flou par l'absence d'armes, en une organisation militaire de plus en plus charpentée, armée et efficace.
Au début de cette année, les premières armes -quelques pistolets-, sont obtenues par le désarmement des gardes de l'usine.
En janvier aussi a lieu la première opération de combat : Il existait à la gare des Mages, à 7 Km au nord de Salindres, un dépôt de locomotives, utilisées pour la traction des trains militaires allemands. En un coup de main nocturne, nous détruisons 17 locomotives, pourtant gardées. Nous disposons pour cela de dynamite provenant de l'usine. Les détonateurs sortent de l'imagination d'un chimiste membre du groupe, Schirrman.
En mars-avril nous accroissons les actions d'information, la taxation des denrées alimentaires et la répression du marché noir. Ainsi disposons-nous d'un large support d'opinion publique.
Le 6 juin le groupe reçoit une fourniture d'armes, fusils et mitraillettes, qui, par erreur, lui est livrée à Béziers. Ces armes proviennent de l'immersion par le général de Lattre de Tassigny, dans l'étang de Palavas en 1942, de l'armement de ses troupes dissoutes lors de l'occupation de la zône sud.
Ces armes sont transportées avec difficulté à et entreposées dans ma maison, utilisée comme lieu de réunion du groupe. A partir de ce jour, le groupe est un peu armé.
Le 8 juin, nous sommes informés de la décision du commandement allié de détruire l'usine par bombardement aérien pour arrêter la production française d'alumine. L'alumine est la matière première de la fabrication de l'aluminium, lui-même matière essentielle de la construction des avions de la guerre allemande.
Michel Bruguier, nouvellement nommé chef départemental des Corps Francs de la Libération (CFL) et Louis Paul, rendent visite au directeur de l'usine (peu favorable à la Résistance) pour l'en informer. Après négociation, nous obtenons de Londres de saboter nous-mêmes partiellement la chaufferie, de façon à limiter les dégâts pour l'avenir, à garder le personnel et à payer les salaires.
L'opération est effectuée le 9 juin par Gabriel Péchin, par destruction des pompes de la chaufferie, réduisant ainsi de moitié la production.

LE CAMP BAYEUX

Mais le 6 juin est aussi le jour du débarquement de Normandie. L'élan d'enthousiasme, l'espoir de libération prochaine, qui en résultent dans toute la population, amènent dans les groupes de résistance un afflux de jeunes, requis du STO ou simplement volontaires brûlant de l'ardeur de participer au combat de libération. Quel réconfort pour ceux qui ont vécu dans la honte la France avachie de 1939-40 !

Mais ces jeunes, il faut les loger, les protéger, les encadrer, les transformer en une troupe.
On ne peut plus seulement les garder dans les maisons privées et leur donner des emplois fictifs à l'usine ou dans les fermes. Il faut créer un maquis, ce qui nous donnera une capacité d'accueil et de combat, nous fera passer de la guerre verbale à la guerre par les armes.

En accord avec Michel Bruguier, le groupe décide de constituer "son" maquis, un maquis issu de Salindres et appuyé sur Salindres. L'organisation et le commandement en sont confiés à Yves Magnant, qui vient d'arriver àSalindres. Elève de l'Institut d'études politiques de Paris, réfractaire au STO, il a combattu dans le maquis de la Grande Chartreuse, et a donc l'expérience du combat de maquis.
L'emplacement est choisi à Panissières, hameau abandonné dans la forêt à 10Km au nord d'Alès. Installé le 8 juin, jour de la libération de Bayeux, il est dénommé "Camp Bayeux".
A partir de ce jour, nous menons une double vie, légale le jour, clandestine la nuit, tandis qu'au camp Bayeux, on reçoit les jeunes, les équipe, les encadre, et les instruit au combat. Ils sont nourris par l'usine, habillés par les Houillères. Pendant tout le mois de juin, ils subissent un entraînement militaire, et font de fréquentes expéditions relatives, soit au ravitaillement et à l'équipement du camp, soit à la répression du marché noir.

Un incident fortuit en change le destin :
Le 2 juillet, l'un des hommes, nommé Jim, blessé par accident, doit aller se faire soigner par un médecin d'Alès. Après des imprudences, il est arrêté par la Milice, et très rapidement (après quelles tortures et menaces?) se met à son service et trahit la Résistance.
En conséquence, le 4 juillet, Hugues Zerbini est arrêté au mont Bouquet, près de Salindres, torturé, tué et jeté, avec une trentaine d'autres, dans le puits de Célas de sinistre mémoire.
Le 5 juillet, des perquisitions de la Milice à Salindres obligent Paul, Tréhiou, Péchin, à quitter la ville par miracle pour se réfugier au maquis.
Dans la nuit du 6 au 7 juillet, une vingtaine de miliciens attaquent le Camp. Ils sont repoussés par les maquisards, commandés par Yves Magnant, après un combat long et confus dans la nuit, en laissant plusieurs morts.
C'est la première opération militaire du maquis, et sa première victoire.
Mais Panissières est "grillé" et reconnu comme trop vulnérable. Le Camp Bayeux quitte Panissières et, après une étape intermédiaire, se réinstalle le 13 juillet au hameau de Ribes, au-dessus du village du Martinet. Situé sur une crête, il est difficile à surprendre, et peut en revanche surveiller la campagne. Mais il est très proche du fief des FTP, qui, à partir de la Grand'Combe, occupent le Martinet. Je suis moi-même, le 15 juillet, en me rendant au camp, seul et sans arme, arrêté par les FTP et conduit au "capitaine" Boulestin, qui s'illustrera après la libération dans les massacres de Nîmes. Il me condamne à être fusillé et je lui échappe en déclarant que j'ai rendez-vous au Camp Bayeux qui descendrait si je n'arrivais pas à l'heure, si bien que ce serait alors lui qui serait fusillé. Ainsi vont nos relations fraternelles avec les "héroïques combattants" des FTP.

Le 14 juillet, le maquis offre à la population du Martinet enthousiasmée le spectacle d'une prise d'armes et d'un défilé militaire. Atmosphère de pays libéré.
Le 26 juillet, un accrochage de 3 maquisards avec un camion allemand conduit à une sérieuse blessure de Gabriel Péchin, qui doit être hospitalisé à l'hôpital clandestin du Pont de Montvert organisé par le docteur Jean Bastide.
Le 30 juillet, sur la route d'Alès à Saint Ambroix, près du village des Mages, le minage d'un ponceau à la dynamite permet de faire sauter une auto-mitrailleuse et d'en récupérer l'armement : le premier fusil-mitrailleur du maquis!
Au début d'août les opérations s'étendent en direction d'Uzés : désarmement de la gendarmerie d'Uzés le 2 août, attaque de la garnison allemande, sans succès, le 12 août, débauchage, le 15 août à Villefort, d'une garnison arménienne.
En raison de l'afflux des volontaires, un autre maquis, le "Camp Beaumont" est constitué en juillet à Sénéchas, près de Bessèges, commandé par Jacques Mercier.
Mais sa formation tardive et son armement insuffisant ne lui permettent pas de mener des opérations importantes jusqu'au jour de la libération. A cette date, les deux maquis Bayeux et Beaumont, réunissent respectivement 150 et 100 hommes.
Ainsi arrive-t-on, en juillet, à la fin de la vie spontanée et indépendante des maquis issus de Salindres, alors qu'une organisation d'ensemble des forces de la Résistance progresse et va les englober. Les deux maquis, Bayeux et Beaumont, deviennent les 33e et 34e compagnies CFL du Gard et participent en cette qualité aux combats de la libération.

VEILLEE D'ARMES

AOUT 1944

Le titre donné à ce rapport "la bataille d'Alès" peut surprendre ceux qui ont vécu les événements. En effet nous n'avons pas vraiment "libéré" Alès le 21 août, mais les FTP ont encore moins libéré Nîmes le 23 août. Alès n'a pas été, une citadelle ponctuelle qu'on défend, ou qu'on prend, ni une origine à partir de laquelle se développe une offensive.
La bataille, la vraie bataille contre l'armée allemande, à été plus linéaire que centrée. Cette bataille s'est présentée après la décision de l'état major allemand d'abandonner le midi de la France, à partir du 15 août, sous la forme de colonnes marchant d'ouest en est, cherchant à atteindre la vallée du Rhône, en tâtonnant de proche en proche pour trouver la route où elles pouvaient passer avec le minimum de dégâts. Les routes littorales étaient exclues par l'aviation alliée. Les routes les meilleures passaient par Alès, mais nous avons verrouillé Alès. Il leur a donc fallu trouver d'autres routes, mêmes petites et imprévues, passant à l'ouest, au sud et à l'est d'Alès, où elles ont été rabotées par le maquis Aigoual-Cévennes d'abord, puis par les maquis CFL. Les maquis FTP, avaient d'autres missions, sur lesquelles ils ne nous ont pas consultés ni informés. Toutes ces opérations ont été, pour les CFL, commandées à partir d'Alès où était installé l'état-major départemental. C'est en ce sens qu'Alès est apparu comme un centre de bataille et qu'on peut parler de "bataille d'Alès". Quant à Nîmes, il ne s'y est déroulé aucune bataille, les Allemands étant partis avant l'arrivée des FTP. Nîmes n'a pas été un centre d'opération, mais un centre d'exploitation. La bataille de libération du Gard s'est déroulée dans le nord du département, et a eu deux centres, - ou deux foyers, - l'Espérou et Alès.
N'ayant pas eu à m'occuper du premier, j'ai eu en revanche la charge du deuxième, et c'est en ce sens que j'ai proposé le titre de "bataille d'Alès".

Une autre bataille s'est déroulée en même temps que la bataille contre l'armée allemande : ce fut celle contre les polices ignobles installées par l'Allemagne et par Vichy, et qui ont torturé et massacré avec volupté jusqu'aux derniers jours. Cette bataille là a bien été centrée sur Nîmes et Alès.

LA MISE EN PLACE DES FFI

Une évolution rapide à conduit des débuts de la Résistance à la bataille finale de libération.
Au début de 1944 existaient principalement des initiatives individuelles de résistants passionnés, et quelques petits groupes, pour la plupart sans armes. Leur action consistait en information de la population, distribution de tracts, pressions sur les trafiquants du marché noir et les collaborateurs, sabotages, coups de main contre des convois et contre les polices, recherche d'armes,...
Elle consistait surtout à accueillir et cacher les personnes menacées : réfractaires au STO, Juifs recherchés.

L'évolution s'est produite au printemps de 1944 par l'accroissement du nombre de ces réfugiés, et la saturation des possibilités d'accueil individuel.
La création de maquis, puis leur organisation et leur combat, sont alors devenus des phénomènes naturels, et non le résultat d'une décision. La pression du recrutement au STO, la persécution des Juifs, la cruauté démentielle de la Gestapo et de la Milice, ont contribué à l'accélérer.
Si le régime nazi avait su s'abstenir des persécutions, du STO et des déportations, il aurait sans doute évité le développement de la résistance, et la balance des forces dans la bataille finale en aurait été modifiée. Mais le régime nazi ne savait pas vivre sans l'oppression, et il s'est suicidé.
L'évolution est devenue explosive à partir du débarquement du 6 mai 1944 en Normandie, et nos maquis se sont enflés de centaines de jeunes brûlant d'ardeur combative, avec un encadrement et un armement insuffisants.

A l'Armée secrète qui encadrait la Résistance depuis 1942 sont substitués à la fin d'avril 1944 les Corps Francs de la Libération (CFL). Michel Bruguier en est nommé chef départemental pour le Gard.
Pendant une longue détention à Saint Sulpice la Pointe (Tarn) en 1942-43, il a été touché par la grâce communiste, puis a été le chef régional de l'Action ouvrière à Toulouse. C'est de là qu'il vient dans le Gard, en mai 1944, comme chef départemental du Mouvement de Libération Nationale (MLN). Recherché par la Waffen SS, il s'installe le 2 juin à l'Estréchure avec son équipe ; Marcel Cassagne, Marceau Lapierre, Antonin Combarmond (Mistral), Etienne Ranquet (Reboul) et l'appui de Roger Martin, hôtelier à Saint Germain de Calberte, et de son fils Pierre, dont le groupe deviendra la 32ᵉ Compagnie. Il y fait venir Miguel Arcas (Victor) et son maquis espagnol. Ces événements ont été excellemment rapportés par Aimé Vielzeuf dans son livre "Demain du sang noir" et il est inutile d'y revenir.

Au début de juin encore, s'organisent les Forces françaises de l'intèrieur (FFI) destinées à unifier la résistance armée, ou tout au moins son action, par coordination des 3 principaux mouvements : CFL, Francs tireurs et partisans (FTP), et Organisation de résistance de l'Armée (ORA).

Marcel Degliame en est le chef national, Gilbert de Chambrun le chef régional, et Michel Bruguier en est nommé chef départemental pour le Gard.
Il semble que l'unité d'action de la Résistance, si nécessaire à son efficacité, soit en train de se réaliser.

Dans deux circulaires, des 23 juillet et 15 août, Bruguier décrit son plan d'organisation des FFI du Gard
La première circulaire institue un directoire de représentants des organismes associés :

- Bruguier, chef départemental et représentant des CFL,
- Garnier (Bary), adjoint et représentant des FTP,

Mais la place du représentant de l'ORA est laisée vide et remplacée par la formule creuse : "les contacts sont maintenus avec l'ORA".

La deuxième circulaire expose la structure de l'état-major et en désigne les responsables. Tous ceux-ci sont des CFL. Il s'agit en réalité d'un état-major CFL, baptisé provisoirement état-major FFI, en attendant mieux.
Que s'est-il passé entre ces deux notes, dont la non-conformité à l'organisation nationale peut surprendre ?

Dès avant la première note, le 25 juin, Bruguier, s'est rendu auprès des dirigeants du maquis de Lasalle, la formation militaire la plus puissante du Gard, pour mettre sur pied une organisation commune. Lorsqu'il leur a déclaré avec ménagement, être communiste, Rascalon et Marceau ont rompu l'entretien et ont ensuite refusé de le recevoir. Deux lettres des 21 et 25 juillet adressées à Rascalon et Marceau sont restées sans réponse.
Rupture totale. Le 12 juillet était constitué le maquis Aigoual-Cévennes indépendant. Il n'y a eu ensuite, lors de la bataille de libération, aucune subordination ni coordination entre l'état-major FFI et Aigoual-Cévennes, ce qui est regrettable pour le rendement de la bataille. Nos forces étaient assez faibles, face à l'armée allemande, pour qu'il eût été bon de les employer mieux. L'ORA s'est laissé entraîner dans le même refus et n'a pas été représentée à l'état-major FFI.

Du côté des FTP (Garnier=Bary), la ligne de conduite a été celle que les FTP ont suivie dans toutes les autres régions : ils acceptent d'être "membres" de l'organisation commune et de participer à la prise de décision sans y être soumis., bénéficiant à la fois d'une pleine liberté, du droit à partager les fournitures d'armes, mais non de l'obligation de les employer dans le cadre d'un plan d'opération imposé.
Attitude dont l'initiative n'est sans doute imputable aux FTP, ni au niveau départemental, ni régional, ni même national, mais à leur manque total d'autonomie. La direction soviétique, sous l'habillage patriotique, les tient totalement dans le rôle de marionnettes à la disposition de sa stratégie, comme cela est le cas à la même époque dans les pays d'Europe centrale, et comme l'ouverture des archives soviétiques depuis l'effondrement de l'empire a commencé à le révéler.

Dans cette situation, il est évident que les FTP ne peuvent ni accepter des ordres, ni participer à une action coordonnée, ni dire ce qu'ils font et feront. Lourde difficulté pour Michel Bruguier qui, communiste lui même, mais "hors cadre", a pour mission réelle de faire accepter par les autres organisations de résistance, non-communistes, la "coordination", c'est à dire la subordination à la stratégie communiste.
Qui pourrait mettre ordre à cette situation puisque non seulement le chef départemental FFI, Michel Bruguier, est communiste, mais son fidèle lieutenant Antonin Combarmond (Mistral) l'est aussi, le chef régional FFI Gilbert de Chambrun l'est aussi, le chef national des FFI Marcel Degliame l'est aussi, le commissaire de la République Bounin l'est aussi, tout l'ensemble de l'encadrement des FFI tend à le devenir, alors que les hommes et les officiers des CFL ne le sont nullement? Il devient difficile d'être un chef de la Résistance sans être communiste, sinon, ce qui fut mon cas, n'être qu'un esclave technique et ne s'en apercevoir que plus tard.
Sur ces bases est constitué l'état-major départemental FFI, qui ne comprend aucun membre d'Aigoual-Cévennes ni des FTP et qui n'est donc fondé, ni à leur donner des ordres, ni à en recevoir des renseignements.

La note de Bruguier du 15 août décrit la constitution de l'état-major départemental. Certains de ses membres : Mistral, Reboul, étaient déjà avec lui, les autres : Jacques Dürrleman (Cavalier), Yves Magnant (Yves), Louis Brochard (Laiguille), ont été amenés par moi de Salindres. Il est bien expressément dit que je suis chargé "du commandement des unités et de la direction des opérations militaires", c'est à dire du commandement, limité aux CFL, de la bataille de libération qui se déclenche quelques jours plus tard.
Pourquoi Michel Bruguier s'est-il adressé à moi pour cette fonction honorable, mais un peu lourde et bien mal définie?
Je me le suis souvent demandé depuis cinquante ans, et n'ai trouvé de réponse que progressivement.
Michel Bruguier avait d'immenses qualités, et j'ai gardé pour lui, par-delà les divergences, le combat et sa mort, une profonde amitié : intelligence, culture, aptitude de communication et de séduction, lucidité, courage, fidélité à l'amitié. Il était une personne exceptionnelle. Mais il avait vingt deux ans et n'avait jamais été militaire. Il ignorait tout des armes et du combat. Or, avant même de combattre l'ennemi, il devait être de niveau avec les amis.
Le maquis Aigoual-Cévennes avait des cadres d'une excellente qualité militaire qui lui ont permis de mener des combats "sérieux", mais en tirait un orgueil peut-être trop condescendant. Les FTP avaient des cadres d'une totale incompétence militaire, mais d'une grande compétence de propagande et d'une grande volonté d'accaparement. Si les opérations, au lieu de durer un mois, avaient duré un an, nos relations avec le maquis Aigoual-Cévennnes auraient certainement été normalisées et auraient permis, à la fois une meilleure efficacité contre l'ennemi, et une meilleure conjuration de l'opération de prise de pouvoir communiste.
Devant ce conflit sans issue, Michel Bruguier s'est senti assez désarmé et a éprouvé le besoin d'avoir avec lui un militaire. Il n'y avait pas un large choix. Je n'étais à Salindres qu'un militant du groupe de résistance, mais

j'avais la formation militaire et l'expérience de la guerre. Je pense que c'est pour ce motif, et pour satisfaire ce besoin, que Michel Bruguier et Gilbert de Chambrun m'ont choisi. Je souhaite pour mon amitié avec Michel Bruguier, et quoique je n'aie pas partagé son option politique, qu'il n'en ait pas été déçu. Mais c'est sur moi, quoique mon nom ait été maintenant oublié dans le Gard, qu'a porté le poids de la bataille.
Ce n'est d'ailleurs pas, en réalité, la fonction de chef d'état-major qu'il me confie, mais celle de chef militaire, tandis que lui même est le chef politique, l'entraîneur charismatique de la Résistance. Il est partout, sauf au poste de commandement, où il me laisse une liberté de décision totale.
Cependant la confiance n'a jamais été parfaite. Il ne m'a jamais dit son option communiste, le fait que son objectif final n'était pas l'éviction des Allemands, mais l'instauration de la révolution communiste. J'ai dû la découvrir progressivement par les faits, tandis qu'Aigoual-Cévennes et les FTP la connaissaient. Il savait que je ne la partageais pas. Cela n'a pas facilité, en toute amitié, la conduite du combat et a provoqué des relations pleines d'ambiguïtés et de silences. Mais il avait besoin de moi.
Le 4 août, donc, j'arrive au poste de commandement de l'Estréchure, déjà aménagé et occupé par Bruguier et son équipe. Opération difficile, parce que ma famille aurait été à Salindres une proie trop facile pour la rétorsion de la Gestapo. Il faut donc d'urgence, transporter au maquis mon épouse Denise et les quatre enfants de 4 ans, 3 ans, 2 ans, et 6 mois, qui interdisent à Denise de participer vraiment au combat. C'est Louis Paul qui les y emmène le 16 août, à Saint Germain de Calberte, citadelle de la zone libérée des Cévennes, chez l'héroïque hôtelier Roger Martin, et son fils Pierre Martin qui, dans les mêmes jours, met sur pied la 32e Compagnie CFL. Ainsi nos enfants sont-ils parmi les plus petits maquisards de France.

L'ORGANISATION DE L'ETAT MAJOR

Pour agir efficacement sur un territoire d'une centaine de kilomètres de diamètre, y actionner des maquis dispersés, qui s'ignorent et qui n'ont aucun moyen de liaison, et y affronter un ennemi qui, lui, dispose d'armes, de véhicules, de moyens de liaison et surtout d'un commandement, il faut d'abord fixer l'état major en un lieu stable et connu de tous.

Le poste de commandement des FFI (ou mieux des CFL) du Gard a été fixé par Michel Bruguier au château de l'Hom, à l'Estréchure. Il y a été installé, sur sa demande, par Miguel Arcas et son groupe, précédemment situés dans la Vallée française et qui y donnent naissance à la 31e Compagnie CFL.
Michel Bruguier, qui vient d'arriver dans le Gard, s'installe dans ce château le 2 juin.
La mission est simple à exprimer, moins à exécuter :
En prévision de la bataille de libération qu'on sent prochaine, mettre tous les maquis en état de livrer cette bataille de manière efficace.
Mais parmi ceux-ci, le plus puissant, le plus sérieux, Aigoual-Cévennes, a définitivement refusé toute subordination et toute coordination.
Les FTP ont accepté une collaboration à sens unique, qui les dispense également de subordination et de coordination, et même d'information, et le prouveront.
Restent les CFL : la 33 e Compagnie (Bayeux) et la 34e Compagnie (Beaumont) très éloignées à l'est d'Alès avec une liaison difficile, la 31e Compagnie en cours de formation à l'Estréchure, et la 32e Compagnie en cours de formation dans la Vallée française.
Nous sommes à 15 jours de la libération d'Alès et nous gagnerons cette bataille.
Les nombreux historiens, sincères ou imposteurs, en tous cas mal informés, qui ont écrit sur cette bataille, ont décrit les actions d'éclat de chaque unité comme si cette unité s'était trouvée seule sur le champ de bataille, armée, équipée, ravitaillée, mise en place par le Père Noël. Pourtant, sans la stratégie et l'organisation d'ensemble, ces actions d'éclat, malgré l'héroïsme des combattants, n'auraient pas pu avoir lieu. Les maquisards auraient été massacrés, y compris Aigoual-Cévennes, fort mais isolé, et les FTP inaptes. L'armée allemande serait restée maîtresse du champ de bataille jusqu'à l'arrivée de la 1e Armée française. Mais la 1e Armée avait à faire à Lyon, à Dijon et à Strasbourg, et il lui a été utile que nous la libérions de la libération du Gard.

Il reste donc quelques difficultés à résoudre pour transformer en 15 jours un ensemble de maquis ponctuels et leur néant logistique en une troupe capable de gagner cette bataille.

Essayons de donner quelques aperçus du problème :

La position

La position du château de l'Hom à l'Estréchure, aménagée par Arcas et Combarmond et adoptée par Bruguier, est une excellente position de sûreté, où l'on peut travailler. Les Allemands semblent, depuis avril, avoir renoncé à y revenir. Ils auraient de la peine à le faire : la route de la Vallée Borgne, qui monte de Saint-Jean du Gard vers Florac, comporte deux tunnels routiers : Peyroles en aval de l'Estréchure, Marquairès en amont de Saint André de Valborgne.
Nous avons miné abondamment ces deux tunnels. Le guetteur qui surveille la vallée, muni d'une mitrailleuse, détient aussi la mise à feu du dispositif de minage. En un tour de manivelle, une colonne de chars engagée sous l'un des tunnels serait anéantie.
Les Allemands l'ont-ils su? Peut être. Ils ne nous l'ont pas dit. Mais ils ne sont pas revenus, et nous avons éprouvé la sensation d'être dans un territoire libéré.

L'état-major

Michel Bruguier a amené avec lui son équipe : Antonin Combarmond (Capitaine Mistral) pour le 4e bureau (ravitaillement) et Pierre Ranquet pour le 1e bureau (effectifs). J'amène de Salindres Jacques Dürrleman (lieutenant Cavalier), ingénieur et officier de réserve, pour le 3e bureau (opérations), Yves Magnant (lieutenant Yves) étudiant en Sciences politiques, pour le 2e bureau (renseignements) et Louis Brochard (lieutenant Laiguille), technicien chimiste, pour le 1e bureau.
Le corps franc de Mistral tient la position et assure les services.
Mais cela, sans bureau, sans moyen de liaison, ne suffit pas à constituer un état-major capable de conduire, sur une zône de 100 kilomètres de diamètre, la bataille contre un ennemi puissant et inconnu, c'est à dire de collecter et d'exploiter le renseignement, d'élaborer une stratégie, de définir la mission des unités, de la leur faire connaître, de les appuyer en cas de difficultés. L'état-major se constituera donc, comme le reste, pendant la bataille, -une bataille venue un peu trop tôt pour lui permettre d'être bien au point.

La liaison extérieure

La fonction la mieux organisée de l'état-major est la liaison radio avec les forces alliées, d'Afrique du nord ou de la flotte de la Méditerranée.
Elle l'est grâce à deux équipes parachutées :
- celle du capitaine français Bluche (Albert), des Forces Françaises Libres,
- celle du capitaine américain Aaron Bank, de la mission Jedburgh.

Ces deux équipes ont atterri avec leurs moyens radio et ont accompli trois fonctions :
- la transmission des demandes d'armes,
- la transmission des demandes d'appui aérien pendant les combats,
- l'instruction des hommes au maniement des armes.

C'est grâce à elles que nous avons pu obtenir aux moments opportuns les interventions de mitraillage aérien contre les colonnes ennemies et transformer en succès des combats incertains par l'inégalité des forces. En revanche, nous n'avons jamais vu le "délégué militaire régional" Isotrope, qui aurait dû piloter cette liaison.

La liaison intérieure

Transmettre informations, ordres et moyens à des troupes éparses dans la campagne et mettre en place un dispositif de combat, demande des moyens de liaison et de renseignement, c'est à dire des voitures, des téléphones et des radios. Il est facile et rapide aujourd'hui de circuler en voiture sur les petites routes, montueuses et sinueuses, des Cévennes. Ce ne l'était pas en ce temps-là, parce que nous n'avions guère de voitures. La plupart étaient mues par gazogènes à bois, généralement en panne. Par ailleurs les grandes routes de plaine comportaient encore des risques de rencontres indésirables. Ainsi une liaison entre l'état-major et un maquis demandait-elle tout un jour.
C'est pour cette raison que, dans les 15 jours passés à l'Estréchure, je n'ai jamais pu rencontrer Rascalon (outre le fait que Bruguier ne le désirait guère):
la distance de l'Estréchure à l'Espérou est de 20 Km en ligne droite, et 50 Km par la route. Il y fallait tout un jour. Pourtant un tel entretien avec Rascalon et le commandant Matignon aurait pu éliminer les malentendus et améliorer les résultats opérationnels.
La situation de la liaison téléphonique était pire : pas de radios portatives, pas de téléphone de campagne. Il fallait dérouler un câble en courant à travers la montagne, ou emprunter le téléphone PTT. Mais celui-ci était surveillé par les polices.
La meilleure liaison téléphonique nous a été fournie par le réseau de téléphone de service de la SNCF, dont le personnel nous était acquis. Les cheminots ont surveillé, et nous ont communiqué, les mouvements de l'ennemi, en particulier par trains. Grâce à cela nous avons pu, pendant toute la durée de la bataille, tenir à jour une carte des mouvements des unités ennemies, qui nous a permis de déplacer nos propres unités. Ce téléphone a été notre principal moyen de ne pas agir en aveugles. Nous devons donc aux cheminots une part du succès.

L'armement

A la fin de juillet, l'armement des maquis était encore très insuffisant en quantité et en qualité. Armement disparate, résultant de "coups de main" et de "récupérations" sur les gendarmeries, de petits combats, ou de la pêche dans l'étang de Palavas.
Le maquis Aigoual-Cévennes reçut seul un important parachutage, ce qui accrut sensiblement sa capacité de combat, et influença certainement sa morgue et son refus de dialogue avec le commandement FFI. Quelques parachutages survinrent au début d'août sur les seules zônes occupées par

les FTP, ce qui n'était sans doute pas le fruit du hasard. J'y ai assisté au col de Pendédis et, malgré mon autorité de principe, ai été énergiquement tenu à l'écart de la "dropping zone" par les hommes chargés de la réception.

J'ai donc dû, dès mon arrivée à l'Estréchure, demander par le canal de notre liaison radio, des parachutages d'urgence sur le terrain de Barre des Cévennes à l'intention des CFL. Ces parachutages ont été livrés. C'est principalement Yves Magnant qui a eu la charge de les recevoir et de les distribuer aux unités à l'aide de son camion à gazogène que lui seul savait maîtriser.
Les armes livrées ont été suffisantes en nombre, non en qualité. Elle provenaient en effet de récupération par l'armée française des armes abandonnées par l'armée allemande sur les champs de bataille d'Afrique. Elles étaient de provenances et de calibres divers, et il fallut les trier minutieusement pendant la bataille pour éviter que les combattants se trouvent, au combat, avec des cartouches de calibre supérieur à celui du fusil. Travail d'armurier-ferrailleur sur le champ de bataille. On y parvint cependant, nos hommes purent tirer, et les bataillons que nous formâmes après la libération remportèrent ces mêmes armes en Allemagne sans recevoir d'autre dotation.
Mais cet armement fut limité aux armes d'infanterie et nous n'eûmes jamais en main, ni un blindé, ni un canon.

Le service médical

Ce service fut excellemment organisé et dirigé par le docteur Jean Bastide, directeur du sanatorium du Grau-du Roi, et qui fut depuis, conseiller général et député du Gard. Celui-ci a organisé, depuis juillet, un réseau d'une vingtaine de cabinets médicaux prêts à intervenir, dont certains avec des moyens radiologiques, et deux antennes radiologiques et chirurgicales à l'Espérou et au Pont de Montvert.
Cette infrastructure médicale permettra, pendant la bataille, de soigner nos blessés et ceux des Allemands. Car, contrairement aux Allemands, nous ne torturerons ni ne massacrerons les prisonniers blessés, mais les soignerons à l'égal des nôtres.
Le docteur Bastide a écrit une excellente relation de l'activité de ce service.

La gendarmerie

Après avoir, jusqu'au printemps de 1944, obéi aux ordres reçus, les gendarmes ont peu à peu orienté leurs sympathies vers la Résistance. Leur comportement ne peut en rien être assimilé à celui des polices de Vichy. Ils ont assez facilement laissé enlever les armes de leurs gendarmeries par les incursions des maquis et ignoré ce que contenaient les véhicules contrôlés. Puis ils ont rejoint le maquis. En juillet ils y étaient tous, officiers en tête. Ils ont joué un rôle très important dans l'encadrement, l'instruction et l'engagement de la masse de jeunes sans expérience qu'étaient les maquisards. Exemples : les gendarmes de la Calmette et de Vézenobres ont

participé à la constitution de la 31e Compagnie. Ceux de Saint-Jean du Gard sont venus se joindre à nous à l'Esréchure.
Mais leur rôle a été discret. Après la libération ils sont retournés dans leurs casernes sans se vanter d'être "d'héroïques combattants" ce qu'ils ont pourtant été.

Le commandement régional

Jusqu'à la fin de la bataille, la fin d'août, je n'ai pas rencontré une seule fois le chef régional Gilbert de Chambrun et n'ai jamais su où il était installé. Cette liaison était réservée à Michel Bruguier. Le manque de moyens de transport y a été pour quelque chose, la nécessité du secret aussi. Mais l'option communiste de Chambrun comme de Bruguier y a certainement aussi contribué, ainsi que l'inexpérience militaire totale de Chambrun. Après la libération j'ai eu avec lui des relations très amicales.
Mais pendant la bataille, les CFL du Gard ont agi seuls sans avoir jamais reçu aucun ordre, ni aucun renseignement sur l'ennemi, de la part du niveau supérieur.

Les relations FTP

Comme il a déjà été dit, les FTP du niveau départemental, étaient partie prenante à l'organisation FFI et, selon les textes signés par Bruguier les 23 juillet et 15 août, devaient participer à l'unité d'action dont le commandement militaire m'était confié.
Dans cet esprit je me suis rendu vers le 15 août dans la zône des FTP de la Grand'combe, pour faire la connaissance des unités qui s'y trouvaient et étudier leur participation à un plan d'opération commun, concernant la libération d'Alès. Il m'a été répondu (par Bary ou par Pierre, je ne m'en souviens plus) par un strict refus et par l'affirmation "que des émissaires des CFL étaient venus faire du racolage de recrutement dans la zône des FTP et que, si ces faits se renouvelaient, ces émissaires seraient arrêtés et fusillés".
La suite des événements a bien confirmé cette affirmation.
Le monopole de recrutement des jeunes dans leur territoire était en effet important pour les FTP :
D'une part, il était nécessaire que les jeunes, sollicités de s'engager, n'aient pas de choix à faire entre FTP et autres organisations. On les invitait à s'engager non "aux FTP" mais "au maquis" en faisant seulement appel à leur désir de combattre. Mais les recruteurs était ceux du parti communiste, et le recrutement était fait en réalité, non pour la bataille de libération, mais pour la suivante, celle de la révolution communiste. D'où le refus de permettre aux jeunes un choix avec d'autres organisations. Cette position a été confirmée par deux notes de l'état-major FTP pendant la bataille, -notes jointes au présent texte-. Jamais ces prises de position guerrières n'ont été désapprouvées par les autorités FFI d'arbitrage. On le comprendra si l'on se rappelle que ces autorités, de Chambrun et Bruguier étant communistes, ne pouvaient d'aucune manière s'opposer à une provocation communiste.
A la suite de ces tests, nous avons dû nous résigner à préparer, puis à conduire la bataille sans le concours des FTP qui ont fait ce qu'ils ont voulu

en toute liberté et anarchie. Ceci n'a pas eu une grande influence sur le résultat de cette bataille, car les FTP du Gard étaient assez peu nombreux et avaient des cadres très médiocres.

Le plan de bataille

A partir de l'Estréchure et à partir du début d'août, notre plan était de libérer Alès. Alès était la seule grande ville des Cévennes, le seul grand carrefour des communications, et contenait une nombreuse garnison et de nombreuses forces de police. Libérer Alès aurait été un important succès moral et un grand échec pour la liberté stratégique de l'ennemi. Nous avions donc une vision "centrée" de la bataille, alors qu'elle s'est en fait déroulée autrement.
Notre projet était de prendre Alès à la fin d'août et, à cette fin, l'ensemble du mois d'août devait être consacré au renforcement de nos unités, à leur armement, et à l'investissement de la ville par des déplacements progressifs des unités autour d'elle. Les 33º et 34º Compagnies étant déjà prêtes, les 31º et 32º étaient en cours d'organisation. Deux groupes constitués par Miguel Arcas (Victor) au Pompidou et Sainte Croix Vallée française sont transportés à l'Estréchure à l'initiative de Bruguier, reçoivent les gendarmes de Vézenobres et de la Calmette et constituent la 31º Compagnie dont Bruguier donne le commandement à Rallet (capitaine Roger).

La 32º Compagnie naît à la fin de juillet par les initiatives conjuguées de Roger Martin hôtelier à Saint Germain de Calberte, de son fils Pierre, d'Antonin Combarmond (Mistral), d'Henri Faure, instituteur, par la fusion de leurs groupes et d'autres maquis, formés dans la Vallée française et rassemblés à Saint Jean du Gard. Le commandement en est donné le 15 août à René Viala, professeur de Lycée à Nîmes et capitaine de réserve. Le 19 août s'y ajoute, comme lieutenant, Pierre Jouven, venu de l'usine de Salindres pour me rejoindre. Pierre Jouven est ingénieur en chef des mines et directeur à la compagnie Péchiney, dont il deviendra plus tard président. Il est l'un des rares "grands patrons" de l'industrie française qui se soient engagés dans la Résistance au point d'y combattre à pied comme maquisards. La compagnie est armée par un parachutage d'armes par les soins d'Yves Magnant. Ces quatre compagnies constituent notre dispositif de combat.

L'AFFRONTEMENT

21-29 août 1944

Nous nous préparions donc pour une bataille centrée, à notre initiative, qui aurait pû être déclenchée à la fin d'août et consistait à prendre Alès et capturer sa garnison. Pour cela il nous fallait pousser, aussi vite que les moyens misérables nous le permettaient, la préparation de nos forces, la transformation d'une poussière de maquis en une force opérationnelle, transformation portant sur la structure des unités, leur encadrement, leur instruction, leur armement, leur équipement, leurs liaisons, leurs positions sur le terrain par rapport à l'objectif.
Rêve, sans doute, de stratèges à la Don Quichotte car les événements en décidèrent autrement. La bataille se déclencha, non à notre initiative, mais à celle des allemands, à une date prématurée, à laquelle nous étions loin d'être prêts. Au lieu d'une prise de ville, elle consiste en une suite d'interceptions sur route. Cela comporte beaucoup d'improvisations et d'impréparations ; distribution de l'armement sur le terrain même des combats, absence de cohérence par manque de moyens de liaison, inexpérience de certains cadres et, dans nos rangs, sans doute, quelques morts évitables.
Peut être le succès est-il dû à ce que les colonnes ennemies, que nous avons détruites, et qui nous étaient très supérieures en nombre d'hommes, en puissance de feu, en organisation et expérience du combat, étaient déjà diminuées et fatiguées par l'usure, par la terreur du maquis, par les centaines de kilomètres parcourus et les attaques subies tout au long de cet itinéraire, en dernier lieu par celles d'Aigoual-Cévennes.

Cependant l'objectif global fut atteint : Alès libérée, forces allemandes détruites, quatre mille prisonniers, département du Gard entièrement libéré avant la traversée du Rhône par la 1e Armée française.

Mise en place

Le 15 août 1944 les Alliés débarquent en Provence.
Le 17 les Allemands décident d'évacuer le midi de la France, en faisant faire à leurs unités un mouvement d'ouest en est en direction de la vallée du Rhône et de Lyon. Le 20 et le 21 Montpellier est évacué.
A partir du 20 l'évacuation est confuse à Nîmes : les Allemands ne disposent plus des forces nécessaires pour tenir vraiment les villes.
Le 19 août nous transférons le poste de commandement de l'Estréchure à Saint Jean du Gard, où se constitue la 32e Compagnie. Des préparatifs de départ apparaissent chez les Allemands à Alès.
A partir de ce point, ne possédant plus aucun document écrit et n'ayant pas été moi même partout, j'unis pour ce récit, mes souvenirs personnels à ceux

des témoins survivants que j'ai pu consulter : Jean Bastide, André Bruguerolle, Pierre Jouven, Miguel Arcas, Gabriel Péchin, Henri Tréhiou...
Le 20 août, Michel Bruguier charge André Bruguerolle d'aller seul étudier la situation dans Alès. Celui-ci y arrive au matin du 21, n'y trouve aucun Allemand, se rend avec Cassagne à la Mairie, la trouve vide. Il y rencontre seulement un membre de la "délégation spéciale", Champérache, et lui dit qu'il vient prendre sa place. Il annonce par téléphone cette nouvelle à M. Bruguier qui décide que nous occupions immédiatement Alès.

21 août - Libération.

Nous entrons à Alès, l'état-major, la 31e Compagnie et la 32e . Je me souviens d'y être entré à pied avec Michel Bruguier, et avec un certain sentiment d'insécurité, une mitraillette dans une main et une grenade dans l'autre. La 32e Compagnie est alors commandée par Pierre Jouven, René Viala se trouvant encore à l'Estréchure. Les 33e et 34e Compagnies, pour lesquelles la transmission des ordres a été plus longue en raison de la distance, nous rejoignent dans l'après-midi.
Après constatation qu'il n'y avait plus d'Allemands, l'état-major s'installe à l'hôtel de ville. J'occupe avec M. Bruguier le cabinet du maire et nous nous montrons au balcon devant une foule d'abord hésitante, mais grossissante, puis hurlante dans un délire d'enthousiasme. Mais cet enthousiasme est parcouru par quelques mouvements de panique par ce que la situation alentour n'est pas limpide. En même temps que nous, le Comité local de libération s'installe dans l'hôtel de ville.
Le docteur Bastide, au même moment, installe à l'hôtel du Luxembourg un poste de secours qui restera la base médicale de la suite des combats.
Avec les 33e et 34e Compagnies, dans l'après-midi apparaissent quelques FTP venant de la Grand'combe. Il semble qu'ils viennent à titre individuel ou font partie du "groupe spécial" de Capion (Carlo) chargé de libérer la Banque de France d'Alès en mettant ses fonds en sûreté. Mais aucune unité organisée des FTP ne participe à la suite des combats d'Alès. Dans cet après-midi les Allemands occupent encore les faubourgs sud d'Alès et la route de Montpellier vers Saint Christol. Nous nous y rendons avec le "corps franc" de Pierre Martin de la 32e Compagnie. Il y a quelques combats à la limite d'Alès, vers Saint Christol et jusqu'aux Tavernes. Attaque d'un convoi allemand, un homme des CFL, François Lechapt, est tué.
Je passe la nuit, seul avec mon chauffeur Gardès, dans le cabinet du maire, pour surveiller la situation et préparer les opérations du lendemain.

22-23 août - Alès et Saint Christol.

M. Bruguier part à Nîmes et me laisse seul la responsabilité de la manoeuvre. Le cabinet du maire est bon pour la politique, mais non pour ce travail. Le Baron Reille, président des Forges de Tamaris, nous prête obligeamment son siège social. L'état-major s'installe à Tamaris, pour la

semaine des combats avec tous ses services, notamment la liaison radio qui va nous être d'une utilité décisive.
Les combats de Saint Christol et de Tavernes se poursuivent toutes les journées des 22 et 23 par les 31º, 32º et 33º Compagnies.

25 août - La Madeleine.

La Madeleine est un carrefour situé à 4 Km au sud est d'Anduze, sur la route de Saint Hipolyte du Fort à Alès.
Le 25 août dans la matinée, une colonne allemande de deux mille hommes, commandée par un ingénieur général, précédemment commandant de la base aérienne de Toulouse, et comprenant le personnel de cette base, a été violemment attaquée par Aigoual-Cévennes à l'ouest de Saint Hipolyte du Fort. Le reliquat de cette colonne de huit cent hommes, a pu échapper et se diriger de Saint Hipolyte vers Anduze.
En arrivant à la Madeleine, dans l'après-midi de ce jour ils sont arrêtés par le groupe espagnol de Miguel Arcas (Victor). Celui-ci, après avoir cédé à M. Bruguier son maquis de l'Estréchure, devenu la 31º Compagnie, a formé un groupe d'Espagnols antifascistes, -mais sans aucun lien avec les FTP- dont le projet était de former une colonne de camions pour emmener en Espagne des Espagnols qui désiraient s'y battre.
Le groupe Victor arrête la colonne allemande et y est aidé par le maquis-école CFL de la Picharlerie.
Capion (Carlo) vient avec un groupe très peu nombreux, envoyé par le commandement FTP, et prend position sur la pente du château de Tornac, si maladroitement qu'il doit se retirer. Il reste cependant toute la journée et participe au combat, mais ne le dirige pas. L'état-major CFL, en fonction des renseignements qu'il détient, envoie la 31º Compagnie commandée par le capitaine Rallet (Roger) et une section de gendarmerie qui supportent le plus gros du combat. Après une trêve et des négociations de reddition sans issue, nous demandons et obtenons l'appui aérien. La colonne est mitraillée et dévastée à 18h. Le général commandant la colonne se rend en exigeant de le faire à un officier en uniforme. Sa reddition est donc reçue par le colonel en retraite Le Tondal, résidant à proximité. La fin du combat nous apporte quelque cinq cents prisonniers et le général se suicide.

Le parti communiste a ultérieurement construit sur cette affaire une version totalement mensongère : la bataille aurait été conduite par Carlo, -qui n'y a joué qu'un petit rôle,- et par Cristino Garcia, qui n'y est pas venu. Cristino Garcia était un communiste espagnol qui est ensuite retourné en Espagne et à été fusillé par le régime de Franco. Le parti communiste a éprouvé, apparemment, le besoin de construire pour lui une légende de gloire. Miguel Arcas a, depuis ce temps, reçu plusieurs fois l'interdiction de parler de cette affaire pour ne pas troubler la légende de Cristino Garcia et de Carlo.

23-27 août - Pont d'Auzon.

La 33e Compagnie, maintenant basée à Salindres, a établi des barrages au carrefour du pont d'Auzon, assistée par la 34e. Les 23 et 24 août une colonne allemande est contenue sur ces barrages. Le 27, par suite de l'inégalité des forces, de la défaillance de certaines armes et peut être d'erreurs, les défenseurs sont submergés. La colonne allemande passe au prix de lourdes pertes. Les 33e et 34e Compagnies perdent dix hommes.
Des relations détaillées de ces combats ont été données par Louis Paul (De la Résistance à la Libération) et par Aimé Vielzeuf (On les appelait les bandits).

25 août - Saint Just et Vacquières.

Pendant que se déroulent les combats de la Madeleine et du Pont d'Auzon, une autre colonne allemande venant de l'ouest est suivie par notre renseignement. En conséquence, la 32e Compagnie, encore basée à Saint Christol depuis les combats des 21 et 22, quitte cette position en direction de Saint Just et Vacquières et de Brouzet les Alès. Nous prévoyons en effet que l'ennemi suivra l'itinéraire : Lézan - Lédignan - Moussac - Euzet - Saint Just - Bagnols ou Barjac. Une interception à Saint Just peut être efficace.

La compagnie stationne à Célas près du puits où, en juin et juillet, la Gestapo et la Milice ont jeté les cadavres d'une trentaine de prisonniers torturés, et qui restera un monument de l'inhumanité nazie.
Elle est accrochée à Brouzet dans un court combat, puis se rend à Saint Just. La colonne allemande prévue marche du sud au nord, via Euzet. La compagnie, bien pourvue d'armes automatiques, établit une solide position d'interception au nord du village de Saint Just, près du carrefour de la route Alès - Bagnols.
La colonne allemande est très nombreuse et le combat dure de 14h. à minuit sans que la position soit débordée. L'intervention aérienne, demandée par notre service de liaison radio, se produit rapidement et cause de grands ravages. Vers minuit, les CFL se replient et ce qui reste de la colonne allemande continue sa route vers le nord. Le combat à causé un mort dans nos rangs, vingt cinq chez les Allemands. On a parlé aussi de trois cents prisonniers capturés. Il s'est agi de trois cents Arméniens qui faisaient partie de la colonne et l'ont désertée pour se joindre à nos troupes.
Pierre Jouven se souvient de sa surprise en voyant des FTP, qui n'avaient pas participé au combat, venir, au matin du 28 août, sur le champ de bataille de Saint Just couvert de matériel abandonné, pour ramasser les armes allemandes. Le même spectacle s'est offert sur les terrains des autres combats et les armes "récupérées" ont disparu.

Ce combat fut le dernier de la bataille d'Alès et de la libération du Gard.

Uzès

Le 29 août, je reçus, avec l'état-major CFL, au château d'Uzès, le général Brosset, commandant la 1e Division française libre.

Le dialogue, assez bref, peut se résumer ainsi :

Le général : "Je suis chargé, avec ma division, de traverser le Rhône et de libérer le Gard et l'Hérault. Quelle est la situation des maquis et des Allemands dans le Gard?"

Magnant : " Inutile de vous déranger, mon général. Le département du Gard est entièrement libéré. Il ne s'y trouve plus un Allemand en liberté. Nous avons quatre mille prisonniers à remettre à l'autorité compétente. Vous pouvez poursuivre votre route vers Lyon où on vous attend".

Très surpris par cette information, le général partit avec sa première DFL vers Lyon, et se tua sur la route au volant de sa jeep.
D'autres unités de la 1e Armée française vinrent dans le Gard assumer le pouvoir militaire que nous leur transmîmes.

Nîmes

Le 22 août, Michel Bruguier avait quitté Alès pour Nîmes, laissant à l'état-major CFL et à moi même la responsabilité de la bataille jusqu'à la fin. Ceci témoigne au moins de son amicale confiance. Aussi bien un événement étrange était il survenu le 23 août :
L'ensemble des troupes FTP de Gard-Lozére, soit 600 hommes (contre un effectif total de 146 hommes le 11 juin) avec ses chefs Jean Garnier (Bary) et Pierre Savin (Pierre) "descendit" de la Grand'combe à Nîmes, méprisant superbement le champ de bataille et laissant les amis CFL se débrouiller seuls avec "les problèmes".
A Nîmes, les Allemands étaient entièrement partis depuis deux jours. C'est ce que le journal "La renaissance du Gard" traduisit aussitôt par ce titre :
"Ce sont nos glorieux Francs-tireurs et Partisans français qui ont libéré la ville de Nîmes"
Comme à Alès, ils libérèrent à Nîmes, en premier lieu, la Banque de France en mettant la caisse (très lourde) en sécurité pour le financement de leurs oeuvres.
Le 3 septembre à Alès, le 4 à Nîmes, eurent lieu les défilés de la victoire unissant pour une fois (c'était plus facile qu'au combat) les troupes d'Aigoual-Cévennes, des CFL et des FTP, les 4000 maquisards du Gard.
J'eus l'honneur de conduire ces deux défilés et de présenter les troupes aux autorités : Bounin, commissaire de la République du Languedoc, Paganelli, préfet du Gard, de Chambrun, Bruguier, ..., et aux acclamations de la foule.
Dans les jours suivants, basés à Nîmes, nous eûment à réfréner d'une part les ardeurs patriotiques tardives des héros de la naphtaline qui encombraient les rues de Nîmes d'uniformes fraîchement décrochés du placard, d'autre part les ardeurs justicières des FTP. Ceux-ci, les "groupes

spéciaux" de Capion (Carlo) et de Boulestin, obéissant à Garnier (Bary) entreprirent de fusiller les miliciens et autres tortionnaires nazis avec un zèle, compréhensible après les tortures subies, mais trop hâtif pour être la justice.

Je dus aller moi même extraire par la force, d'une prison FTP, un ingénieur de Salindres qui y avait été enfermé pour un motif de rancune personnelle.
Ces exécutions sommaires, alors que les nouvelles autorités légales n'étaient pas encore en place, étaient certes inspirées par le besoin de vengeance. Mais elles étaient aussi la manifestation calculée d'un nouveau "pouvoir révolutionnaire".
Là était la véritable mission des FTP. S'ils nous ont abandonnés pour rassembler leurs forces à Nîmes alors que nous étions englués dans la bataille, c'est que cette bataille contre les Allemands n'était pas la leur. La leur était la suivante, celle de l'instauration de l'ordre communiste. Pour cela ils avaient besoin de leurs troupes, à Nîmes, et non sur le champ de bataille.
Heureusement pour la liberté, le rapport des forces entre CFL et FTP était écrasant. Ce rapport tenait principalement à la qualité des cadres des CFL, ce qui nous permit de consigner les FTP dans la caserne Montcalm.
Mais ensuite les CFL, considérant leur mission comme terminée, rentrèrent naïvement chez eux ou rejoignirent la 1e Armée française, et laissèrent le terrain aux communistes pour les besognes obscures. Comme les autres naïfs, je ne m'en aperçus que progressivement et trop tard.
De cette naïveté est résultée la légende, soigneusement construite sur des impostures, de la gloire de la libération par les seuls FTP, et la légitimation pendant un demi siècle d'un pouvoir communiste héroïque, comme à Prague.
C'est ce que l'historien Jacques Augustin Bailly a très bien exprimé par le titre de son ouvrage : "La Libération confisquée".
Depuis l'effondrement de l'Empire soviétique, le Gard commence à en sortir.

Dominique Magnant
Juillet 1994

République Française
Forces Françaises de l'Intérieur
Département du Gard

Chef départemental C.F.L. à tous les responsables C.F.L.

Je vous informe qu'à la suite d'un accord intervenu entre nous-mêmes et l'Etat-Major départemental des F.T.P.F., un Etat-Major des F.F.I. est constitué dans le département.

Cet Etat-Major comprendra six représentants C.F.L. et six représentants F.T.P.F. Les deux organisations conservent leur autonomie en ce qui concerne l'administration, mais au point de vue des opérations militaires elles reconnaissent l'autorité d'un chef départemental qui sera Audibert, membre de l'Etat-Major régional des C.F.L., et qui aura pour adjoint Bary, chef militaire des F.T.P.F.

Les contacts seront maintenus avec l'O.R.A. en vue d'assurer la reconnaissance par toutes les formations militaires de l'autorité de cet Etat-Major.

Cet Etat-Major fonctionnera à partir du 24 juillet 1944. Il aura désormais toute autorité sur la conduite des opérations militaires dans le département. Il détiendra le pouvoir de décision. En conséquence, les officiers parachutés retrouveront leur rôle normal, c'est-à-dire un rôle de conseillers techniques et militaires, mais ne seront en aucun cas des agents de décision, toute décision incombant désormais à l'Etat-Major commun indiqué ci-dessus.

Vous apprécierez l'importance de l'accord qui vient d'être réalisé. Il a été conçu dans un large esprit d'unité. Je vous demande par conséquent, chacun dans votre sphère, de tout mettre en œuvre pour que les relations avec les éléments F.T.P.F. deviennent de plus en plus cordiales, et que soit réalisé l'esprit F.F.I. dans l'ensemble des troupes, qui seront désormais sous la direction de l'Etat-Major commun.

Pour cela, je vous demanderai de prendre contact avec les commandants des Compagnies F.T.P.F. qui sont dans votre secteur et de coordonner votre action avec la leur. En cas de difficultés entre ces compagnies et vous-mêmes il importe que vous essayiez de les résoudre à l'amiable. Les différends ne devront être portés devant l'Etat-Major que s'ils sont vraiment sérieux et si vous n'avez pu en obtenir vous-mêmes le règlement.

Je vous demande de porter à la connaissance de vos troupes l'accord intervenu et d'assurer à la constitution des F.F.I. sur la base d'un commandement unique la plus large publicité.

le 23 juillet 1944

Signé : AUDIBERT

***

F.F.I-C.F.L.
Gard

15-8-1944

ORGANISATION DU COMMANDEMENT DEPARTEMENTAL
15 août 1944

Le commandement des C.F.L. du Gard comprend, auprès du commandant Audibert, chef départemental F.F.I. et délégué de l'Etat-Major C.F.L. :

1° un officier adjoint, responsable des services de police de justice, du Mouvement de Libération Nationale dans les territoires libérés. Il est le remplaçant du commandant départemental pendant ses absences : Nodier et un officier de liaison, Fougère.

2° une colonne de ravitaillement sous le commandement du capitaine Mistral.

3° un Etat-Major militaire, assurant l'organisation, le commandement et l'administration des unités et la direction des opérations militaires ; chef d'Etat-Major : commandant Bombyx.

1er Bureau (effectifs, administration, justice militaire, service P.), lieutenant Reboul, lieutenant Laiguille.

Le lieutenant Reboul est plus spécialement chargé du service des effectifs et de l'administration des maquis.

2e Bureau (renseignements, liaisons, transmissions), lieutenant Dumas, adjoint, sous-lieutenant Yves.

3e Bureau (opérations militaires et armement), lieutenant Cavalier

Service Médical : docteur Bruel

Parc automobiles : M. Meilhan

Le commandant Audibert
commandant départemental des F.F.I. du Gard

⁂

F.F.I.-C.F.L.
Gard

15 août 1944

Note de service

ORGANISATION DES SERVICES ADMINISTRATIFS

En application de la note du commandant départemental du 15 août 1944 sur l'organisation du commandement départemental :

Le capitaine Mistral, commandant de la colonne de ravitaillement, est responsable de toutes les questions concernant l'approvisionnement, la gestion et la répartition des vivres, de l'habillement et du matériel divers, ainsi que de l'approvisionnement en carburants.

Le lieutenant Reboul est responsable de la sélection et de l'encadrement des effectifs, des questions de personnel, du contrôle des besoins et de l'administration intérieure des unités.

Le lieutenant Laiguille est chargé du commandement et de la discipline du personnel du P.C., du fonctionnement du secrétariat, de la justice militaire, de l'affectation des cantonnements.

M. Meilhan est responsable de l'entretien du matériel automobile, de la gestion et de la répartition du carburant.

Bons de réquisition — Les bons de réquisition sont signés par le capitaine Mistral, pour la région à l'ouest de la ligne Génolhac-Nîmes, et par le lieutenant Marin, à l'est de cette ligne.

Bons de sortie. — Toute sortie de vivre, habillement ou matériel divers du magasin départemental est faite sur bon signé du capitaine Mistral.

Toute sortie de carburant sur ordre de M. Meilhan.

Ordres de mission — Toute voiture relevant du C.F.L. du Gard ne peut circuler que munie d'un ordre de mission ou d'un laisser-passer signé par l'une des autorités suivantes :

Service P.C. : lieutenant Laiguille
Colonne du ravitaillement : capitaine Mistral
31e Compagnie : capitaine Roger
32e Compagnie : capitaine Gévaudan
33e Compagnie : lieutenant Troye
34e Compagnie : sous-lieutenant Youk
35e Compagnie : capitaine Taddeï

Tout homme ou véhicule qui circulera sans laisser-passer en règle sera arrêté et conduit à l'unité la plus proche.

Ces dispositions sont portées à la connaissance de tout le personnel.

Le commandant Bombyx,
chef de l'Etat-Major

Destinataires

Commandant Audibert — Lieutenant Marin
Commandant Bombyx — 31e Compagnie
Capitaine Mistral — 32e Compagnie
Lieutenant Reboul — 33e Compagnie
Lieutenant Laiguille — 34e, 35e Compagnies

CFL du Gard
Etat major

Ordre d'opérations du 27-8-44

Les forces CFL du Gard ont, entre autres missions, celle de défendre le secteur délimité par les routes Alès-Bagnols et Alès-La Grand'combe, et de refouler l'ennemi en direction générale de Bagnols et de Pont Saint Esprit. Le secteur est tenu par les 32e, 33e ,34e et 35e Compagnies.

La 32e Compagnie établira une position défensive au carrefour entre Seyne, Brouzet et Saint Just. Elle devra intercepter ou harceler toute colonne ennemie franchissant le carrefour. Des destructions seront préparées sur la route pour le cas de passage d'éléments blindés. Des reconnaissances fréquentes seront effectuées, avec coups de main, en direction de Seyne, Saint Just et Navacelles.
L'échelon sera établi dans la région de Célas.

Le chef d'état-major des CFL
Commandant Bombyx

Tract affirmant que les F.T.P. sont l'élément moteur des F.F.I. et menaçant de sanction ceux qui font courir de faux bruits et font du racolage. (début septembre 1944)

Mise au point :

Nous soulignons que depuis 4 ans dans des conditions extrêmement pénibles et difficiles, au prix de leur vie, des milliers de soldats, sous-officiers, officiers ont travaillé à la constitution d'une armée. Que cette armée est parfaitement organisée.
Aujourd'hui elle a fait la démonstration qu'elle était capable de diriger des opérations offensives contre l'ennemi en libérant à elle seule, les principales villes de France, en particulier Alès, Nîmes, Privas.
Que les F.T.P. sont l'élément moteur des F.F.I. dont la création est reconnue par Alger et placée sous les ordres du Général Koenig, qu'ils constituent ainsi une armée régulière qui ne peut agir que sous les ordres de ses chefs.
Qu'une décision quelconque ne peut être prise que par les L.R.N. des F.T.P. en accord avec l'E.M. armée régulière.
Que nous appliquerons la loi militaire à tous ceux qui sous prétexte quelconque quitteraient nos rangs sans autorisation.
Nous avertissons tous nos soldats que nous considérons et dénonçons comme saboteurs, agents de la 5ème colonne tous ceux qui font courir de faux bruits et font du racolage dans nos rangs.

L'Etat-Major des F.T.P.

Note de l'Etat-Major F.T.P. au Commandant Magnant protestant contre du racolage fait dans les rangs des F.T.P. et menaçant de représailles. (vers 20 août 1944)

Nous vous avisons que des officiers dits mandatés par le C.F.L. viennent faire du racolage dans nos rangs F.T.P. et font courir de faux bruits.
Si de nouveaux faits se reproduisent, nous les ferons enfermer et nous statuerons sur leur cas.

NOTE SUR L'AUTEUR

Dominique MAGNANT, né en 1914 à Loches (37).
Ancien élève de l'Ecole Polytechnique (promotion 1934).
Ingénieur diplômé de l'Ecole Polytechnique de Zurich (1939).
Thèse de doctorat à l'Ecole Normale Supérieure.
Marié en 1939 à Denise VOISIN, ancienne élève de l'Ecole Normale Supérieure, Agrégée de Lettres.

1939-40: Guerre. Blessé, prisonnier, fusillé, évadé 2-7-40.
1940-42: Président des Auberges Françaises de la Jeunesse.
1942-44: Ingénieur à la compagnie Péchiney.
1944 : Chef militaire des Corps-francs de la libération du Gard. Commandant du bataillon des Cévennes. Campagne d'Alsace.
1945 : Campagne d'Allemagne. Chef du service des Industries chimiques à l'Etat-Major de la 1ère Armée Française.
1945-49: Directeur de l'Economie et des Finances du Pays de Bade.
1950-56: Directeur de la Chimie aux Houillères du Nord et du Pas-de-Calais.
1957-72: Directeur scientifique du groupe Nobel.
1972-78: Directeur de l'Union des Industries Chimiques.
1978-85: Président de la Ligue Française pour les Auberges de Jeunesse.

Colonel honoraire. Officier de la Légion d'Honneur. Croix de Guerre. Médaille de la Résistance. Médaille des Evadés.

X RESISTANCE
5, RUE DU HAMEAU
92190 MEUDON